

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10177]

29 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 december 2012 houdende aanstelling van de leden van de Centrale Paritaire Commissie voor de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op de artikelen 115 en 116;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 69, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 december 1998, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 december 2001, 21 januari 2004, 14 mei 2009, 14 oktober 2010 en 6 februari 2014;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 september 2002 tot oprichting van de Centrale Paritaire Commissie van de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medische sociale centra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 december 2012 houdende aanstelling van de leden van de Centrale Paritaire Commissie voor de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2014, 9 maart 2015, 26 maart 2015, 20 november 2016 en 12 juni 2017 ;

Overwegende dat de aftredende leden vervangen moeten worden,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 2de streepje van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 december 2012 houdende aanstelling van de leden van de Centrale Paritaire Commissie voor de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2014, 9 maart 2015, 26 maart 2015, 20 november 2016 en 12 juni 2017, worden de woorden « Mevr. Anne Françoise VANGANSBERGT », « de heer Bernard DETIMMERMAN », en « de heer Jean-Paul HITTELET » respectievelijk vervangen door de woorden « Mevr. Arlette HENNICO », « Mevr. Marie-Thérèse ANDRÉ » en « de heer Bernard DETIMMERMAN ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 29 november 2017.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Directeur-generaal,
L. SALOMONOWICZ

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/30121]

29 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, l'article 88;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juin 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2017;

Vu le « test genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 61.878/2/V, donné le 23 août 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « Ministre » : le Ministre ayant les agréments des prestataires de soins de santé dans ses attributions;

2^o « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;

3^o « loi » : loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

4^o « Agrément » : l'agrément visé à l'article 88 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

5^o « médecin spécialiste agréé » : le médecin ayant suivi une formation complémentaire dans une spécialité et qui est agréé comme tel conformément aux critères en vigueur;

6^o « médecin généraliste agréé » : le médecin ayant suivi une formation complémentaire en médecine générale et qui est agréé comme tel conformément aux critères en vigueur;

7° « Commission » : la Commission d'agrément des médecins spécialistes, pour chacune des spécialités, et la commission d'agrément des médecins généralistes visées à l'article 2 du présent arrêté;

8° « associations professionnelles représentatives » : associations qui répondent aux conditions fixées par l'arrêté royal du 28 octobre 2016 fixant les critères pour que les associations professionnelles soient désignées comme représentatives en exécution de l'article 68/3, § 3, de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015;

9° « candidat » : le candidat médecin spécialiste ou le candidat médecin généraliste;

10° « Maître de stage » : le médecin responsable de la formation entière ou partielle du candidat et qui est agréé comme tel conformément aux critères en vigueur; Par dérogation, le maître de stage responsable de la formation en chimie médicale peut être un pharmacien agréé en biologie clinique, à condition que le cadre du laboratoire comprenne un médecin spécialiste à temps plein;

11° « Maître de stage coordinateur » : le maître de stage responsable de la coordination de l'ensemble de la formation du candidat lorsque celui-ci a plus d'un maître de stage;

12° « Service de stage » : le service dans lequel la formation du candidat se réalise entièrement ou partiellement et qui est agréé à cet effet conformément aux critères en vigueur;

13° « Titre de niveau 2 » : titre professionnel particulier réservé aux titulaires d'un diplôme légal de docteur en médecine, chirurgie et accouchement ou d'un grade académique de médecin, tel que visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire;

14° « Titre de niveau 3 » : titre professionnel particulier, réservé aux titulaires d'un titre de niveau 2, tel que visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

15° « Valorisation des acquis » : processus d'évaluation et de reconnaissance des acquis d'apprentissage issus de l'expérience ou de la formation et des compétences d'un candidat.

CHAPITRE 2. — *De la Commission d'agrément*

Section 1^{re}. — Composition et missions

Art. 2. Il est institué auprès du Ministère de la Communauté française :

1° une Commission d'agrément des médecins généralistes;

2° une Commission d'agrément des médecins spécialistes pour chacun des titres de niveau 2.

Le Ministère de la Communauté française peut instituer une Commission d'agrément des médecins spécialistes pour chacun des titres de niveau 3 transversaux et pluridisciplinaires.

S'il n'est pas institué de commission pour l'un des titres de niveau 3, les missions de cette commission sont attribuées par le Ministre à une ou plusieurs commissions visées à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Art. 3. La Commission a pour mission de :

1° donner au Ministre un avis sur toute demande d'approbation, de prolongation ou de modification de plan de stage, en ce compris la valorisation des acquis;

2° surveiller l'exécution du plan de stage des candidats dans tous ses éléments;

3° donner au Ministre un avis sur toute demande d'agrément en qualité de médecin spécialiste ou de médecin généraliste et sur les questions qui se rapportent à cet agrément;

4° donner au Ministre un avis sur tout retrait de l'agrément, tel qu'octroyé sur la base de l'article 88 de la loi;

5° donner un avis d'initiative ou à la demande du Ministre, sur tout sujet relatif à l'agrément d'un médecin généraliste ou d'un titre professionnel particulier de médecin spécialiste.

Le Ministre peut désigner un médecin fonctionnaire du Ministère de la Communauté française pour seconder la commission dans la surveillance de l'exécution des plans de stage.

Art. 4. La Commission est composée de :

1° minimum trois membres et maximum six, docteurs en médecine, chirurgie et accouchement agréés en médecine générale ou comme spécialiste dans la spécialité concernée, qui occupent effectivement depuis au moins trois ans ou ayant occupé effectivement pendant au moins trois ans des fonctions académiques et proposés par les facultés de médecine;

2° un même nombre de membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements agréés comme médecins généralistes ou comme spécialistes dans la spécialité concernée et proposée par leurs associations professionnelles représentatives;

3° minimum un membre et maximum deux, titulaires d'un master en médecine ou du grade académique de médecin, occupant ou ayant occupé des fonctions académiques, agréés pour le titre de niveau 3 concerné et proposés par les facultés de médecine;

4° un même nombre de membres titulaires d'un master en médecine ou du grade académique de médecin, agréés pour le titre de niveau 3 concerné et proposés par les associations professionnelles.

Pour le titre de niveau 3 pour lequel une commission n'est pas instituée en vertu de l'article 2, alinéa 2, les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, siègent uniquement pour connaître des dossiers relatifs au titre de niveau 3 concerné.

La Commission peut également, si elle le juge utile, faire appel à des experts. Ceux-ci ont voix consultative.

Pour chaque membre effectif, un suppléant est nommé aux mêmes conditions que les membres effectifs.

Section 2. — Fonctionnement

Art. 5. § 1^{er}. Les membres de la Commission sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de quatre ans.

A l'échéance du mandat, les membres assument leur fonction jusqu'au renouvellement de leur mandat ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement, en application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre peut mettre fin au mandat du membre de la Commission qui aura fait notoirement preuve d'un manque d'assiduité aux réunions ou d'un manque d'intérêt pour les missions qui lui sont confiées.

Est démissionnaire d'office le membre qui perd les qualités en raison desquelles il a été nommé.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme un nouveau membre pour achever le mandat en cours.

§ 3. Lors de la première réunion qui suit la nomination des membres de la Commission, ceux-ci désignent, en leur sein, un président ainsi qu'un vice-président.

§ 4. L'Administration assure le secrétariat de la Commission.

§ 5. Les membres de la Commission ainsi que les experts invités en vertu de l'article 4, alinéa 3, ont droit :

1° à un jeton de présence de dix euros par demi-journée; les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;

2° au remboursement des frais de parcours, alloué conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

Les membres de la Commission sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions de la Commission. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

Art. 6. § 1^{er}. Les réunions de la Commission sont dirigées par le Président ou, à défaut, par le vice-président. En l'absence des deux susnommés, le membre le plus âgé préside les réunions.

§ 2. La Commission ne délibère valablement qu'à la condition que la moitié au moins des membres soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, le Président ou, en son absence, le vice-président, convoque une nouvelle réunion avec le même ordre du jour. La Commission délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

§ 3. La Commission se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du Président ou, en son absence, du vice-président, est prépondérante.

§ 4. Les avis de la Commission doivent être motivés en faits et en droit.

§ 5. Les délibérations de la Commission sont secrètes.

§ 6. La Commission élabore un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE 3. — De l'agrément

Section 1^{re}. — Du stage

Art. 7. § 1^{er}. Le candidat habilité à exercer la médecine en Belgique introduit à l'Administration, pour approbation, son plan de stage mentionnant les stages qu'il désire effectuer par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexes I et I bis selon le cas, soit par courrier recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

La demande est introduite au plus tard trois mois après le début de la formation et est accompagnée de l'attestation prouvant que le candidat est inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins.

Le candidat médecin spécialiste joint également à sa demande une attestation qui prouve qu'il est retenu par une faculté de médecine pour la spécialité dans laquelle il compte se former ainsi que, pour chaque partie du stage, un exemplaire de la convention écrite qu'il a conclu avec le maître de stage ou l'institution responsable et relative à sa rémunération avec mention précise de la durée de la convention.

Le candidat généraliste joint également, pour chaque partie du stage, un exemplaire de la convention de formation qu'il a conclu avec le maître de stage ou l'institution responsable et mentionnant toutes les modalités relatives à la formation, dont notamment ses horaires de prestations, le volume des gardes de médecine générale qu'il doit prester et, le cas échéant, les activités médicales spécifiques prévues, avec mention précise de la durée de la convention.

§ 2. L'un des maîtres de stage fait fonction de maître de stage coordinateur. Dans ce cas, le candidat joint à sa demande d'approbation de stage une convention, selon le modèle fixé en annexe II conclue avec le maître de stage coordinateur reprenant les obligations de chacun.

Le maître de stage coordinateur a pour mission de guider le candidat lors de la rédaction de son plan de stage et de coordonner l'ensemble de sa formation. Le maître de stage coordinateur doit être agréé dans la même discipline que celle choisie comme finalité par le candidat.

§ 3. L'Administration accuse réception de la demande d'approbation du plan de stage dans un délai de trente jours.

La période de stage est calculée à partir de la date à laquelle la formation a réellement commencé. Toutefois, lorsque le plan de stage n'est pas introduit dans les délais fixés au § 1^{er}, alinéa 2, la date de la lettre recommandée ou de la demande électronique est considérée comme la date du début du stage.

§ 4. Le candidat généraliste ou spécialiste introduit préalablement à sa demande d'approbation du plan de stage une demande de valorisation des acquis lorsqu'il a soit :

- 1° suivi une formation totale ou partielle à l'étranger;
- 2° été reconnu ou agréé pour un titre de spécialisation de niveau 2 ou de niveau 3;
- 3° suivi totalement ou partiellement une formation de niveau 2 ou de niveau 3 en Belgique.

L'Administration accuse réception de la demande de valorisation des acquis dans un délai de trente jours et transmet celle-ci pour avis à la Commission.

La Commission se prononce sur la demande de valorisation des acquis dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande.

Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande de valorisation des acquis sur la base de l'avis de la Commission.

L'Administration transmet au candidat la décision dans un délai de trente jours.

Art. 8. Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la Commission d'agrément.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande à l'intéressé de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le candidat ne complète pas son dossier dans les trois mois de la demande, l'Administration peut clôturer la demande et en informe le candidat par envoi recommandé.

La Commission analyse le dossier de la demande sur la base des conditions fixées en exécution de la loi.

Art. 9. La Commission se prononce sur le plan de stage ou toute autre demande en rapport avec le stage dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

La Commission statue sur pièces. Si son avis diffère du plan de stage introduit, elle peut surseoir au prononcé de l'avis. Dans ce cas, le candidat est invité au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le candidat peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

Art. 10. En cas d'avis favorable de la Commission sur le plan de stage, le Ministre ou son délégué approuve le plan de stage.

L'Administration transmet au candidat la décision dans un délai de trente jours.

Art. 11. § 1^{er}. En cas d'avis défavorable, l'Administration en informe le candidat dans un délai de trente jours par envoi recommandé suivant la réception de l'avis.

Lorsque le candidat ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur le plan de stage.

§ 2. En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le candidat peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. A la demande du candidat ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le candidat peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

§ 3. Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base du dernier avis de la Commission.

§ 4. L'Administration communique au candidat la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par envoi recommandé.

Art. 12. Dès le début de son stage, le candidat utilise un carnet de stage mis à disposition par l'administration dans lequel il doit consigner toutes les activités annuelles effectuées dans le cadre de sa formation. Ce carnet dûment complété est transmis chaque année à la Commission, par l'intermédiaire de l'Administration, dans les six mois suivant la date anniversaire de l'entrée en stage et est remplacé par un nouveau carnet.

Lorsque le candidat ne transmet pas le carnet dans les délais précités, la période de stage concernée est invalidée.

Le candidat est en outre tenu de faire à la Commission un rapport confidentiel annuel sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de son stage.

Art. 13. Le plan de stage ne peut être modifié que moyennant approbation préalable du Ministre ou de son délégué.

La demande de modification du plan de stage est introduite auprès de l'Administration par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexes III et III bis selon le cas, soit par envoi recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

Après avis de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision.

Les articles 7, § 3, alinéa 1^{er}, et 8 à 11, sont applicables mutatis mutandis.

Art. 14. Une interruption du stage ne peut en aucun cas raccourcir la durée totale de la formation. Lorsque le candidat a dû interrompre ses stages pendant au moins trois mois sur l'ensemble de sa formation, il est tenu d'en informer immédiatement la Commission et en indiquer la raison.

Dans tous les cas, le candidat a droit au cours de sa formation à une interruption sans prolongation du stage pendant la durée légale de congé de maternité, comme défini dans la loi du 16 mars 1971 sur le travail, ainsi que pendant la durée légale de congé palliatif, comme défini dans la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales. Dans ce cas, le stage est prolongé au prorata de la partie de l'interruption qui dépasse la durée légale du congé.

Dans les cas visés à l'alinéa 2, le candidat communique à l'Administration un certificat médical prouvant le motif de l'interruption. Le stagiaire formule, en accord avec son maître de stage, une proposition de prolongation de stage pour la partie de l'interruption qui dépasse la durée légale de congé de maternité ou de congé palliatif.

L'Administration accuse réception de la demande de prolongation de stage dans un délai de trente jours et transmet celle-ci pour avis à la Commission.

La Commission se prononce sur la demande de prolongation de stage dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande.

Le Ministre ou son délégué rend une décision sur la demande de prolongation du stage sur la base de l'avis de la Commission.

L'Administration transmet au candidat la décision dans un délai de trente jours.

Art. 15. Le candidat et le maître de stage ne peuvent unilatéralement la convention de stage, ni mettre prématurément fin à la convention de stage.

Art. 16. En cas de divergence de vues entre un candidat et son maître de stage, l'un et l'autre peuvent soumettre le différend à la Commission.

La Commission entend les deux parties. Si l'une ou les deux parties ne comparaissent pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

Si le différend persiste, la Commission charge une commission d'enquête composée d'un ou plusieurs de ses membres et d'un fonctionnaire de l'Administration de procéder à une enquête. Le cas échéant, cette mission peut être menée sur le(s) lieu(x) de stage.

La Commission émet un avis après avoir pris connaissance du rapport dressé par la commission d'enquête. Elle communique son avis au candidat et au maître de stage dans un délai de trente jours et le transmet pour approbation au Ministre.

Art. 17. § 1^{er}. Lorsque le maître de stage juge que le candidat n'est pas apte à exercer la discipline choisie ou est devenu indésirable dans son service, il en fait part au candidat et à la Commission, en indiquant les motifs sur lesquels il fonde son appréciation.

La Commission entend les deux parties. Si l'une ou les deux parties ne comparaissent pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

Si le maître de stage maintient son point de vue, la Commission charge dans les soixante jours qui suivent l'audition une commission d'enquête composée d'un ou plusieurs de ses membres et un fonctionnaire de l'Administration de procéder à une enquête. Le cas échéant, cette mission peut être menée sur le(s) lieu(x) de stage.

Après avoir pris connaissance du rapport d'enquête, la Commission émet soit l'avis de mettre fin au stage ou à la partie du stage, soit de désigner un autre maître de stage. Dans ce dernier cas, elle indique dans quelle mesure le stage effectué chez le maître de stage ayant rendu une appréciation négative comptera pour le calcul de la durée totale du stage exigée pour la discipline.

La Commission communique son avis au maître de stage et au candidat dans les trente jours. Le Ministre ou son délégué rend sa décision.

§ 2. Lorsque le Ministre ou son délégué décide de procéder à un changement de maître de stage, le candidat propose un nouveau maître de stage. Le candidat soumet, en accord avec le nouveau maître de stage, une modification du plan de stage pour approbation du Ministre ou de son délégué après avis de la Commission. Cette modification est adressée à l'Administration par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexes III et III bis selon le cas, soit par courrier recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

Si durant la poursuite du stage, le nouveau maître de stage émet également un avis défavorable, la Commission peut émettre l'avis de ne pas laisser le candidat poursuivre sa formation dans la discipline concernée. L'administration en informe le candidat et le maître de stage dans les trente jours par envoi recommandé. L'avis de la Commission est communiqué au Ministre pour approbation.

Lorsque le candidat ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur l'arrêt de formation du candidat.

En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le candidat peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. A la demande du candidat ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le candidat peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base du dernier avis de la Commission.

L'Administration communique à l'intéressé la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée par envoi recommandé.

Section 2. — De l'agrément

Art. 18. A l'expiration du stage, la demande d'agrément en qualité de médecin spécialiste ou de médecin généraliste est adressée à l'Administration par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexes IV et IV bis selon le cas, soit par courrier recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

La demande d'agrément est accompagnée :

1° d'une attestation d'autonomie délivrée par le dernier maître de stage ou le maître de stage coordinateur;

2° du dernier carnet de stage et de tout autre document de nature à éclairer la Commission sur la valeur du candidat;

3° d'une attestation datant de moins de trois mois certifiant que le candidat est inscrit au tableau de l'Ordre des médecins;

4° d'une attestation prouvant que le candidat a suivi avec fruit une formation universitaire spécifique. Pour les candidats spécialistes, cette formation doit avoir coïncidé avec les deux premières années de la formation.

Le dossier de la demande comprend également toute autre pièce justificative établissant que le candidat satisfait aux critères d'agrément.

L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Art. 19. Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la Commission d'agrément.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande à l'intéressé de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le candidat ne complète pas son dossier dans les trois mois de la demande, l'Administration peut clôturer la demande et en informe le candidat par envoi recommandé.

Art. 20. La Commission se prononce sur la demande d'agrément dans les nonante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

La Commission compare les données communiquées à celles qui ont été enregistrées pendant la formation. Si la Commission constate une discordance, elle peut surseoir à donner son avis. Dans ce cas, elle demande à l'intéressé des éléments complémentaires et peut l'inviter à être entendu lors d'une de ses réunions ultérieures.

L'Administration communique cette décision au candidat dans un délai de trente jours. Sauf en cas d'urgence, le candidat est invité au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le candidat peut se faire assister d'un conseil. Si le candidat, dûment convoqué, ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut aussi émettre l'avis que pour satisfaire aux critères d'agrément, la formation doit encore être poursuivie pendant un temps déterminé.

Art. 21. § 1^{er}. En cas d'avis favorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base de celui-ci.

En cas d'avis défavorable de la Commission, l'Administration en informe le candidat par envoi recommandé dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis.

§ 2. Lorsque le candidat ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande du candidat.

§ 3. En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le candidat peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. A la demande du candidat ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le candidat peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base du dernier avis de la Commission.

Art. 22. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par envoi recommandé.

Section 3. — De la suspension, de la renonciation et du retrait d'agrément

Art. 23. § 1^{er}. Le médecin généraliste peut demander au Ministre, via l'Administration, la suspension de son agrément pour convenances personnelles durant une période de maximum cinq années. Cette demande est renouvelable une seule fois.

Le Ministre peut accorder une durée de suspension plus longue, qui ne peut cependant dépasser dix ans, lorsque durant celle-ci, le médecin généraliste exerce, à titre principal, une activité médicale ou socio-préventive dans le cadre d'un programme de coopération avec un pays en voie de développement ou une activité de recherche médicale auprès d'une institution universitaire ou de niveau équivalent.

§ 2. Dans le cas visé au paragraphe premier, alinéa 2, l'Administration transmet la demande de suspension pour avis à la Commission d'agrément.

Les articles 9 à 11 sont applicables mutatis mutandi.

Art. 24. Le médecin spécialiste ou généraliste qui ne désire plus bénéficier de l'agrément octroyé est tenu d'en informer par écrit l'Administration. Dans ce cas, le Ministre ou son délégué retire l'agrément.

L'Administration en informe le candidat par envoi recommandé dans un délai de trente jours.

Le médecin généraliste ou spécialiste qui a renoncé au bénéfice de l'agrément, peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément conformément aux dispositions du chapitre 3, section 2.

Art. 25. § 1^{er}. Lorsque le médecin spécialiste ou le médecin généraliste ne répond plus aux critères d'agrément ou de maintien de l'agrément, le Ministre ou son délégué retire l'agrément soit de sa propre initiative, soit sur la proposition de la Commission.

Avant toute mesure de retrait d'agrément, l'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé et sollicite l'avis de la Commission.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas, la Commission statue sur pièces.

En cas de contestation, l'intéressé communique ses observations dans un délai de trente jours suivant la réception de l'envoi recommandé. La Commission examine le dossier.

A sa demande ou à celle de la Commission, l'intéressé est entendu par la Commission aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

L'intéressé peut, à sa demande ou à celle de son conseil, avoir accès à son dossier administratif durant le délai dont il dispose en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéas 3 et 6.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande de l'intéressé sur la base de l'avis rendu par la Commission.

§ 2. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par envoi recommandé.

§ 3. Le médecin généraliste ou spécialiste dont l'agrément a été retiré, peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément conformément aux dispositions du chapitre 3, section 2.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 26. Les avis rendus dans la matière régie par le présent arrêté, entre le 1^{er} janvier 2016 et la date de nomination des membres visés à l'article 2 du présent arrêté, par les membres francophones des commissions d'agrément instaurées en vertu des articles 4 et 4bis de l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes sont réputés avoir été rendus par la Commission instituée au chapitre 2 du présent arrêté.

Art. 27. Les dossiers qui sont déjà en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont traités conformément au présent arrêté.

Art. 28. Les articles 4, 2° et 3°, 4bis, 7, 8, 1°, 2° et 3°, 9 et 9bis, le chapitre 3, comprenant les articles 10 à 33, et les articles 44 et 45, de l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes sont abrogés.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 30. Le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Date d'introduction :

Annexe 1

DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UN PLAN DE STAGE : MEDECIN SPECIALISTE

Formulaire à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

Ministère de la Communauté française Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS) Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 Bruxelles Bureau 5F504

A compléter **en lettres majuscules** par le (la) candidat(e)

NOM (figurant sur les documents d'identité) :

Prénom :

Rue, numéro :

Code postal :

Localité :

Courriel :

Téléphone

GSM :

Nationalité :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

Spécialité/compétence dans laquelle vous souhaitez être agréé(e) :

PLAN DE STAGE

Nom :

Prénom :

Date de début jj/mm/aaa	Date de fin jj/mm/aaaa	Durée en mois	Maître de stage	Service de stage	Dénomination de l'institution	Signature	Stage à l'étranger	Stage de rotation	Service non agréé	Recher- che scienti- fique

S'il s'agit d'une période de stage à l'étranger, dans un service de stage de rotation, dans un service de stage non agréé ou d'une période de recherche scientifique, veuillez faire une croix dans la colonne correspondante pour la période concernée.

Nom et prénom du maître de stage coordinateur Date et signature	Date et signature du candidat spécialiste
--	---

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes

Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Date d'introduction :

Annexe 1^{re}bis**DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UN PLAN DE STAGE : MEDECIN GENERALISTE**

Formulaire à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

Ministère de la Communauté française Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS) Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 Bruxelles Bureau 5F504

A compléter en lettres majuscules par le (la) candidat(e)

NOM (figurant sur les documents d'identité) :

Prénom :

Rue, numéro :

Code postal :

localité :

Courriel :

Téléphone :

GSM :

Nationalité :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

DIPLÔME LEGAL :

Université :

Date :

Examen éventuel du jury central :

Date de l'équivalence du diplôme obtenu éventuellement à l'étranger (joindre copie) : / /

PLAN DE STAGE

- Reprend la durée complète de la formation (3 ans).

Le plan de stage est d'une durée de 2 ans si le candidat transmet l'attestation de stages effectués en 4^{ème} Doctorat, orientation médecine générale (candidats pour les années 2018 et précédentes en application de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2010 fixant les critères d'agrément des médecins généralistes)

- Reprend le nom du ou des maître(s) de stage agréé(s).

Le nom du ou des maître(s) de stage agréé(s) doit au minimum être mentionné pour les douze premiers mois de stage. Si le maître de stage n'est pas encore connu pour la ou les années future(s), mentionner les périodes et indiquer « à déterminer » dans la case correspondante.

Nom : Prénom :

Durée complète : du / / au / /

Début de période jj/mm/aaaa	Fin de période Jj/mm/aaaa	Durée en mois	Nom du maître de stage agréé Nom de l'établissement et du service de stage agréé (si stage hospitalier)	Cachet et signature du maître de stage agréé

J'ai suivi la filière médecine générale complète en 4eme doctorat : OUI/ NON*

▪ Période où la formation en médecine générale a été suivie (année académique) :

▪ Inscription à l'ordre des médecins de la province du

- Date : / /

- Numéro :

▪ Numéro d'inscription INAMI (Si vous en avez un) :

Je, soussigné(e), _____, déclare sur l'honneur que les renseignements repris dans ce plan de stage sont exacts et déclare avoir pris connaissance des modalités reprises dans l'annexe.

Fait à

Le / /

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes
Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Date d'introduction :

Annexe 2

Convention entre le candidat spécialiste et le maître de stage coordinateur

Convention à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

<p>Ministère de la Communauté française Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS) Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 Bruxelles Bureau 5F504</p>

A compléter en lettres majuscules

Entre

[NOM, Prénom]
 Adresse [domicile]
 candidat spécialiste engagé dans une formation spécialisée en
 au sein de l'institution [université]
 [Nom du Master de spécialisation]
 Ci-après dénommé « le candidat spécialiste »

Et

[NOM, Prénom du Mds],
 Adresse [domicile]
 maître de stage en [Nom du Master de spécialisation]
 à [Nom du service]
 [Institution hospitalière]
 Ci-après dénommé « le maître de stage coordinateur »,

Le candidat spécialiste et le maître de stage coordinateur sont aussi dénommés « les parties ».

La présente convention est conclue en application de l'article 8 de l'arrêté Ministériel du 23 avril 2014 fixant les critères généraux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage ci-après l'arrêté ministériel du 23 avril 2014

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Objet de l'accord

§ 1^{er}. La présente convention a pour objet de préciser les relations et engagements respectifs du candidat spécialiste et de son maître de stage coordinateur, dans le cadre du plan de stage établi en concertation par les parties et transmis à la commission d'agrément de la spécialité.

§ 2. Cette convention ne se substitue pas aux lois, règles déontologiques, et règlements hospitaliers à caractère impératif auxquels le candidat spécialiste et le maître de stage coordinateur restent soumis par ailleurs.

§ 3. La présente convention ne remplace pas la convention écrite conclue entre le candidat et le maître de stage ou l'institution responsable et relative à sa rémunération avec mention précise de la durée de la convention, visée à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2017 fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes.

§ 4. Tout différend d'ordre déontologique entre le candidat spécialiste et le maître de stage relève de la compétence du Conseil provincial de l'Ordre des Médecins.

Art. 2. Entrée en vigueur et durée de la convention

§ 1^{er}. La présente convention entre en vigueur à la date du début de la formation.

§ 2. Elle est conclue pour la durée de la formation telle que celle-ci est prévue dans le plan de stage, sans préjudice du paragraphe 3 suivant.

Elle prend cours le/...../..... pour se terminer le/...../.....

§ 3. La présente convention est résolue de plein droit :

1. En cas d'avis négatif de la Commission d'agrément de la spécialité à propos du plan de stage; la résolution prenant effet à la date de la décision ministérielle;
2. Dans l'hypothèse où le maître de stage coordinateur viendrait à être remplacé; la résolution prenant effet à la date de l'approbation ministérielle du remplacement du maître de stage coordinateur.

3. Dans l'hypothèse où la formation prendrait fin prématurément sur la base de l'avis de la Commission d'agrément de ne pas laisser le candidat spécialiste poursuivre sa formation dans la discipline concernée; la résolution prenant effet à la date de la décision ministérielle.
4. Dans l'hypothèse où le candidat spécialiste, après une formation par tronc commun, se spécialise dans une spécialité « fille » pour laquelle le maître de stage coordinateur n'est pas agréé, la résolution prend effet à l'issue de la formation par tronc commun. [Facultatif, selon la spécialité choisie].

§ 4. Une interruption du stage ne peut en aucun cas raccourcir la durée totale de la formation. D'éventuels compléments de stage seront décidés conformément aux prescriptions de l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2017 fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes.

Art. 3. Obligations du candidat spécialiste

§ 1^{er}. La présente convention suppose que le candidat spécialiste est, préalablement au commencement de sa formation :

- habilité à exercer la médecine en Belgique, conformément aux dispositions de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins;
- retenue par une faculté de médecine pour la discipline visée;

§ 2. Le candidat spécialiste suit une formation théorique, organisée par la faculté de médecine de son inscription, et une formation pratique, organisée dans au minimum deux services de stage distincts.

§ 3. Le candidat spécialiste se trouve sous l'autorité du maître de stage coordinateur en ce qui concerne l'ensemble de sa formation. Il est tenu de suivre les directives que ce dernier lui donne, sans préjudice des directives et règlements provenant des maîtres et des services de stage.

§ 4. Le candidat spécialiste s'engage, dans le cadre de sa formation, à :

- participer aux activités et à l'organisation du service de stage, dont les rôles de garde, et à assurer avec ses confrères et consœurs la continuité des soins;
- consacrer le temps et le soin nécessaires à la pratique médicale accompagnée;
- agir conformément aux conseils et directives du maître de stage et lui exposer les difficultés de diagnostic et thérapeutiques ainsi que les problèmes d'ordre juridique, administratif et déontologique auxquels il serait confronté afin d'y apporter une solution;
- informer régulièrement le maître de stage de ses activités, y compris les modifications de diagnostic et de traitement;
- fréquenter les séminaires et les séances de formation complémentaires déterminés par la réglementation;
- ne pratiquer aucune activité médicale autonome sans l'accord préalable de son maître de stage;
- informer son maître de stage de toute interruption de stage.

§ 5. Le candidat spécialiste qui souhaite modifier son plan de stage, doit en faire la demande écrite à son maître de stage coordinateur 6 mois avant le début du stage en cause et obtenir son accord préalable avant tout engagement. Il doit joindre l'accord de principe signé des maîtres de stage concernés par cet échange.

§ 6. Le candidat spécialiste est tenu de rédiger chaque année un rapport confidentiel sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de son stage, qu'il tient à la disposition du Ministre qui a la santé publique dans ses attributions pendant sa formation et jusqu'à 2 ans après la fin de la formation.

§ 7. La candidate spécialiste enceinte fait part aussi vite que possible de sa grossesse à son maître de stage coordinateur, au service de médecine du travail compétent ainsi qu'aux maîtres de stage impliqués dans son plan de stage durant sa grossesse. Le cas échéant, elle avertit son maître de stage coordinateur et son (ses) maîtres de stage concerné(s) de son souhait éventuel de prolonger son congé de maternité par un congé d'allaitement.

Art. 4. Obligations du maître de stage coordinateur

§ 1^{er}. Le maître de stage coordinateur est l'un des maîtres de stage attachés aux services de stage dans lesquels le candidat spécialiste suit la formation pratique.

§ 2. Le maître de stage coordinateur a pour mission de coordonner l'ensemble de la formation du candidat spécialiste; il s'engage à veiller au bon déroulement de sa formation et à l'organisation du plan de stage.

§ 3. Sans préjudice des compétences ministérielles ou administratives en la matière, le maître de stage coordinateur veille à ce que, annuellement, le maître de stage, en concertation avec le candidat spécialiste, établisse un programme de formation précisant les objectifs de la formation en tenant compte des objectifs de formation et de la formation déjà suivie par le candidat spécialiste.

§ 4. Le maître de stage veillera à libérer le candidat spécialiste pour suivre les cours organisés par la Faculté de médecine de l'Université concernée et remplir ses obligations administratives.

§ 5. Le maître de stage veillera particulièrement à :

- consacrer le temps, le soin et l'attention nécessaire à la pratique médicale accompagnée;
- permettre au candidat spécialiste une participation active aux activités de son service;
- favoriser l'initiative à la pratique de la médecine sous tous ses aspects, aussi bien préventif que curatif, en travaillant avec le candidat spécialiste;
- permettre l'utilisation nécessaire à cette collaboration.

Art. 5. Changement de maître de stage coordinateur

Le maître de stage coordinateur peut être remplacé moyennant l'approbation du ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions.

Toute modification de maître de stage coordinateur doit être justifiée et recevoir l'accord explicite des parties, sans préjudice de l'alinéa suivant.

Tout différend concernant un changement de maître de stage coordinateur doit être soumis à la Commission d'agrément de la spécialité concernée.

Art. 6. Le plan de stage

Conformément à l'article 7 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes, la demande d'approbation du stage doit être introduite dans les trois premiers mois de de la formation, à défaut de quoi, la formation sera censée débiter à la date du courrier recommandé.

Le plan de stage doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 avril 2014.

Dans l'hypothèse où le stage serait en partie effectué à l'étranger, ou dans service non agréé, ou encore comme stage de rotation, une convention supplémentaire devra être conclue entre le candidat spécialiste, le maître de stage coordinateur et le responsable de l'entité d'accueil, fixant au minimum les modalités du stage, une rémunération raisonnable, les objectifs finaux du stage et les modalités selon lesquelles le candidat spécialiste bénéficie d'une assurance professionnelle.

Art. 7. Modification du plan de stage

Toute modification du plan de stage doit d'une part recueillir l'accord du candidat spécialiste et du maître de stage coordinateur et, d'autre part, être soumise pour approbation, via l'Administration, au Ministre ayant l'agrément des prestataires des soins de santé dans ses attributions, dans les trois mois précédant le début du stage modifié.

Art. 8. Evaluation et agrément

§ 1^{er}. Durant l'année qui précède l'agrément, le candidat spécialiste doit apporter la preuve écrite au maître de stage coordinateur qu'il a rempli, ou qu'il sera en mesure de le faire, toutes les conditions requises en vue d'obtenir son agrément de spécialiste.

Le candidat spécialiste est seul responsable du respect des conditions nécessaires à son agrément comme spécialiste.

Pour pouvoir être agréé, le candidat spécialiste doit :

- apporter la preuve qu'il satisfait aux objectifs finaux fixés et qu'il est apte à exercer la spécialité concernée de manière indépendante et sous sa propre responsabilité,
- apporter la preuve qu'il a suivi une formation dans les domaines suivants : « Communication avec les patients, qualité des soins, médecine factuelle, gestion électronique des données et leadership clinique »,
- réussir une évaluation organisée de façon paritaire par les associations professionnelles de la spécialité concernée et par les établissements universitaires sous le contrôle du ministre qui a la santé publique dans ses attributions,
- démontrer l'aptitude à réaliser une analyse scientifique et en particulier, par le biais d'une publication scientifique validée par des pairs.

§ 2. Le maître de stage coordinateur ne peut être tenu responsable du non-respect dans le chef du candidat spécialiste des conditions d'agrément dans la spécialité.

Art. 9. Dispositions particulières

§ 1^{er}. Le plan de stage du candidat spécialiste est susceptible d'être modifié tout au long de sa formation de façon à réaliser éventuellement une année à l'étranger.

Le présent accord est établi en trois exemplaires, un pour chaque partie et le 3^e étant à joindre à la demande d'approbation de stage adressée au Ministre ayant l'agrément des prestataires de soins de santé dans ses attributions.

Fait à, le

Le candidat spécialiste.

Le maître de stage coordinateur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes

Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Date d'introduction :

Annexe 3

DEMANDE DE MODIFICATION D'UN PLAN DE STAGE : MEDECIN SPECIALISTE

Formulaire à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

Ministère de la Communauté française Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS) Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 Bruxelles Bureau 5F504

A compléter en lettres majuscules par le (la) candidat(e)

NOM (figurant sur les documents d'identité) :

Prénom :

Rue, numéro :

Code postal :

Localité :

Courriel :

Téléphone :

GSM :

Nationalité :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

Spécialité/compétence dans laquelle vous souhaitez être agréé(e) :

PLAN DE STAGE

Nom :

Prénom :

Date de début jj/mm/aaa	Date de fin jj/mm/aaaa	Durée en mois	Maître de stage	Service de stage	Dénomination de l'institution	Signature	Stage à l'étranger	Stage de rotation	Service non agréé	Recher- che scienti- fique

S'il s'agit d'une période de stage à l'étranger, dans un service de stage de rotation, dans un service de stage non agréé ou d'une période de recherche scientifique, veuillez faire une croix dans la colonne correspondante pour la période concernée.

Nom et prénom du maître de stage coordinateur Date et signature	Date et signature du candidat spécialiste
--	---

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes

Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Date d'introduction :

Annexe 3bis

DEMANDE DE MODIFICATION D'UN PLAN DE STAGE EN MEDECINE GENERALE

Formulaire à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

<p>Ministère de la Communauté française Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS) Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 Bruxelles Bureau 5F504</p>

A compléter en lettres majuscules par le (la) candidat(e)

NOM (figurant sur les documents d'identité) :

Prénom :

Rue, numéro :

Code postal :

localité :

Courriel :

Téléphone :

GSM :

Nationalité :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

DIPLÔME LEGAL :

Université :

Date :

Examen éventuel du jury central :

Date de l'équivalence du diplôme obtenu éventuellement à l'étranger (joindre copie) :/..../.....

PLAN DE STAGE

- Reprend la durée complète de la formation (3 ans).

Le plan de stage est d'une durée de 2 ans si le candidat transmet l'attestation de stages effectués en 4^{ème} Doctorat, orientation médecine générale (candidats pour les années 2018 et précédentes en application de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2010 fixant les critères d'agrément des médecins généralistes)

- Reprend le nom du ou des maître(s) de stage agréé(s).

Le nom du ou des maître(s) de stage agréé(s) doit au minimum être mentionné pour les douze premiers mois de stage. Si le maître de stage n'est pas encore connu pour la ou les années future(s), mentionner les périodes et indiquer « à déterminer » dans la case correspondante.

Durée complète : du/.... /.... au/.... /....

Début de période jj/mm/aaaa	Fin de période Jj/mm/aaaa	Durée en mois	Nom du maître de stage agréé Nom de l'établis- sement et du service de stage agréé (si stage hospita- lier)	Cachet et signature du maître de stage agréé

▪ J'ai suivi la filière médecine générale complète en 4eme doctorat :

OUI/ NON*

▪ Période où la formation en médecine générale a été suivie (année académique) :

▪ Inscription à l'ordre des médecins de la province du

- Date ://.....

- Numéro :

▪ Numéro d'inscription INAMI (Si vous en avez un) :
 Je, soussigné(e), _____, déclare sur l'honneur que les renseignements repris dans ce plan de stage sont exacts et déclare avoir pris connaissance des modalités reprises dans l'annexe.
 Fait à _____
 Le / / _____ Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes
 Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

RESERVE A L'ADMINISTRATION
 Date d'introduction :

Annexe 4

DEMANDE D'AGREMENT EN QUALITE DE MEDECIN SPECIALISTE

<p>Ministère de la Communauté française Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS) Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 Bruxelles Bureau 5F504</p>

Je soussigné(e),

NOM (figurant sur les documents d'identité) :

Prénom :

Rue :

Numéro :

Code postal :

localité :

Courriel :

GSM :

Nationalité :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

DIPLOME LEGAL :

Université :

Date :

Titre(s) précédemment obtenu(s) :

Demande l'agrément en qualité de :

Nom :

Prénom :

Maître de stage coordinateur (nom, prénom, institution)					
Date de début jj/mm/aaaa	Fin de période jj/mm/aaaa	Durée en mois	Nom du maître de stage agréé	Nom de l'éta- blissement et du service de stage agréé	Service de rota- tion éventuel
Total en mois					

Fait à _____

le / /

Signature du (de la) candidat(e)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes
 Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Date d'introduction :

Annexe 4bis

DEMANDE D'AGREMENT EN QUALITÉ DE MEDECIN GENERALISTE

Ministère de la Communauté française
Administration générale de l'Enseignement (AGE)
Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS)
 Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé
Rue Adolphe Lavallée, 1 | 1080 Bruxelles
Bureau 5F504

Je soussigné(e),

NOM (figurant sur les documents d'identité) :

Prénom :

Rue, numéro :

Code postal :

localité :

Courriel :

GSM :

Nationalité :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

DIPLOME LEGAL :

Université :

Date :

Examen éventuel du jury central :

Date de l'équivalence du diplôme obtenu éventuellement à l'étranger (joindre copie) : / /

Demande l'agrément en qualité de médecin généraliste.

Fait à

le / /

Signature et cachet :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément des médecins généralistes et des médecins spécialistes
 Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/30121]

29 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, artikel 88;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juni 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 juli 2017;

Gelet op de "gendertest", uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 61.878/2/V, gegeven op 23 augustus 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgverstrekkers;

2° "administratie" : de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° “wet” : de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

4° “erkenning” : de erkenning bedoeld in artikel 88 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

5° “erkend arts-specialist” : de arts die een aanvullende opleiding in een specialiteit heeft gevolgd en die als dusdanig erkend wordt overeenkomstig de van kracht zijnde criteria;

6° “erkend huisarts” : de arts die een aanvullende opleiding in de huisartsgeneeskunde heeft gevolgd en die als dusdanig erkend wordt overeenkomstig de van kracht zijnde criteria;

7° “Commissie” : de commissie voor de erkenning van artsen-specialisten, voor elk van de specialiteiten, en de commissie voor de erkenning van huisartsen, bedoeld in artikel 2 van dit besluit;

8° “representatieve beroepsverenigingen” : verenigingen die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld bij het koninklijk besluit van 28 oktober 2016 tot vaststelling van de criteria voor beroepsverenigingen om als representatief te worden aangewezen in uitvoering van artikel 68/3, § 3, van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015;

9° “kandidaat” : de kandidaat arts-specialist of de kandidaat huisarts;”

10° “stagemeester” : de arts verantwoordelijk voor de gehele of de gedeeltelijke opleiding van de kandidaat en die als dusdanig erkend wordt overeenkomstig de van kracht zijnde criteria. In afwijking van deze bepaling mag de stagemeester verantwoordelijk voor de opleiding in medische chemie een apotheker zijn, erkend voor klinische biologie, op voorwaarde dat het kader van het laboratorium een voltijds arts-specialist bevat;

11° “coördinerende stagemeester” : de stagemeester verantwoordelijk voor de coördinatie van de gehele opleiding van de kandidaat, wanneer deze meer dan één stagemeester heeft;

12° “stagedienst” : de dienst waarin de gehele of gedeeltelijke opleiding van de kandidaat geschiedt en die daartoe wordt erkend, overeenkomstig de van kracht zijnde criteria.

13° “titel van niveau 2” : een bijzondere beroepstitel voorbehouden aan de titularissen van een wettelijk diploma van doctor in de geneeskunde, heelkunde en verloskunde of van een academische graad van arts zoals bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde;

14° “titel van niveau 3” : bijzondere beroepstitel voorbehouden aan de titularissen van een titel van niveau 2, zoals bedoeld in artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

15° “valorisatie van leerresultaten” : proces voor de evaluatie en de erkenning van de leerresultaten die voortvloeien uit de ervaring of de opleiding en uit de bekwaamheid van een kandidaat.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenningscommissie*

Afdeling 1. — Samenstelling en opdrachten

Art. 2. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden opgericht :

1° een erkenningscommissie voor huisartsen;

2° een erkenningscommissie voor artsen-specialisten, voor elk van de titels van niveau 2.

Het Ministerie van de Franse Gemeenschap kan een erkenningscommissie voor artsen-specialisten oprichten voor elk van de transversale en multidisciplinaire titels van niveau 3. Als er geen commissie wordt opgericht voor één van de titels van niveau 3, worden de opdrachten van die commissie door de Minister toegekend aan één of meer in het eerste lid, 2° bedoelde commissies.

Art. 3. De Commissie heeft de volgende opdrachten :

1° de Minister een advies geven over elke aanvraag om goedkeuring, verlenging of wijziging van het stageplan, met inbegrip van de valorisatie van leerresultaten;

2° toezicht houden op de uitvoering van het stageplan van de kandidaten in al zijn bestanddelen;

3° de Minister een advies geven over elke aanvraag om erkenning als arts-specialist of huisarts en over de vraagstukken in verband met die erkenning;

4° de Minister een advies geven over elke intrekking van een erkenning, zoals toegekend op grond van artikel 88 van de wet;

5° op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister een advies geven over de erkenning van een huisarts of van een bijzondere beroepstitel van arts-specialist.

De Minister kan een arts-ambtenaar van het ministerie van de Franse Gemeenschap aanstellen om de commissie bij te staan bij het houden van toezicht op de uitvoering van de stageplannen.

Art. 4. De Commissie is samengesteld uit :

1° minstens drie leden en hoogstens zes leden, doctor in de genees-, heel- en verloskunde, erkend als huisarts of als arts-specialist in de betrokken specialiteit, die een academisch ambt werkelijk sedert minstens drie jaar bekleeden of werkelijk gedurende minstens drie jaar hebben bekleed, en die door de faculteiten geneeskunde werden voorgedragen;

2° een gelijk aantal leden, doctor in de genees-, heel- en verloskunde, erkend als huisarts of als arts-specialist in de betrokken specialiteit en voorgedragen door hun representatieve beroepsverenigingen;

3° minstens één lid en hoogstens twee leden, titularis van een master in de geneeskunde of van de academische graad van arts, die een academisch ambt bekleeden of hebben bekleed, erkend voor de betrokken titel van niveau 3 en voorgedragen door de faculteiten geneeskunde;

4° een gelijk aantal titularissen van een master in de geneeskunde of van de academische graad van arts, erkend voor de betrokken titel van niveau 3 en voorgedragen door de beroepsverenigingen.

Voor de titel van niveau 3 waarvoor geen commissie werd opgericht krachtens artikel 2, tweede lid, hebben de in het eerste lid, 3° en 4° bedoelde leden uitsluitend zitting om kennis te nemen van dossiers betreffende het betrokken niveau 3.

De Commissie kan eveneens, indien ze dit nodig acht, een beroep doen op deskundigen. Deze hebben een adviserende stem.

Voor elk werkend lid, wordt een plaatsvervanger benoemd onder dezelfde voorwaarden als de werkende leden.

Afdeling 2. — Werking

Art. 5. § 1. De leden van de Commissie worden door de Minister voor een hernieuwbare termijn van vier jaar benoemd.

Op het einde van het mandaat, bekleden de leden hun ambt totdat hun mandaat wordt hernieuwd, of, in voorkomend geval, totdat in hun vervanging wordt voorzien met toepassing van het eerste lid.

§ 2. De Minister kan een einde maken aan het mandaat van een lid van de commissie dat duidelijk blijkt zal gegeven hebben van gebrek aan regelmatigheid in het bijwonen van de vergaderingen of van gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hem werden toevertrouwd.

Het lid dat de hoedanigheid verliest op grond waarvan het benoemd werd, wordt van ambtswege als ontslagnemend beschouwd.

Bij overlijden, ontslag of intrekking van het mandaat van een lid, benoemt de Minister een nieuw lid om het lopende mandaat te voleindigen.

§ 3. Bij de eerste benoeming die volgt op de benoeming van de leden van de Commissie, stellen deze, uit die leden, een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

§ 4. De administratie neemt het secretariaat van de Commissie waar.

§ 5. De leden van de Commissie alsook de deskundigen die krachtens artikel 4, derde lid, uitgenodigd zijn, hebben recht op :

1° een presentiegeld ten bedrage van tien euro per halve dag; de leden-ambtenaren kunnen alleen daarop aanspraak maken voor zover hun aanwezigheid bij de vergaderingen prestaties buiten de normale diensturen als gevolg hebben;

2° de terugbetaling van de reiskosten, toegekend overeenkomstig de regeling die geldig is voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximumbedrag van de vergoeding stemt overeen met de prijs van een ticket van de spoorwegen in de eerste klasse.

De leden van de commissie mogen hun persoonlijke motorvoertuig gebruiken voor de reizen die noodzakelijk zijn voor hun deelneming aan de vergaderingen van de commissie. Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap zou zijn betaald voor het gebruik van een gemeenschappelijk vervoermiddel.

De Franse Gemeenschap dekt niet de risico's die voortvloeien uit het gebruik, door de leden, van hun eigen voertuig.

Art. 6. § 1. De vergaderingen van de commissie worden door de voorzitter of, bij ontstentenis, door de ondervoorzitter geleid. Als beide afwezig zijn, wordt het voorzitterschap door het oudste lid waargenomen.

§ 2. De commissie beraadslaagt en beslist alleen geldig als ten minste de helft van de leden aanwezig is. Is het quorum niet bereikt, dan roept de voorzitter, of bij diens afwezigheid, de ondervoorzitter, een nieuwe vergadering met dezelfde agenda samen. De Commissie beraadslaagt en beslist dan geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 3. De Commissie spreekt zich bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden uit. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter, of, bij diens afwezigheid, van de ondervoorzitter, beslissend.

§ 4. De adviezen van de Commissie moeten in rechte en in feite worden gemotiveerd.

§ 5. De beraadslagingen van de Commissie zijn geheim.

§ 6. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement vast, dat, met de wijzigingen, de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenning**Afdeling 1. — Stage*

Art. 7. § 1. De kandidaat, gemachtigd de geneeskunde in België uit te oefenen, dient bij de administratie, ter goedkeuring, zijn stageplan in met vermelding van de stages die hij wenst uit te voeren, door het formulier waarvan het model in de bijlagen I en *Ibis*, naargelang van het geval, vermeld is, toe te sturen, ofwel bij een aangetekend schrijven ofwel langs elektronische weg, volgens het proces dat door de administratie ter beschikking wordt gesteld.

De aanvraag wordt uiterlijk drie maanden na het begin van de opleiding ingediend, samen met het attest tot bewijs dat de kandidaat ingeschreven is in de tabel van de Orde der Artsen.

De kandidaat-arts-specialist voegt bij zijn aanvraag eveneens een attest dat bewijst dat hij door een faculteit geneeskunde in aanmerking wordt genomen voor de specialiteit waarvoor hij een opleiding wil volgen alsook, voor elk deel van de stage, een exemplaar van de schriftelijke overeenkomst betreffende zijn bezoldiging die hij met de stagemeeester of de verantwoordelijke instelling heeft gesloten, met de nauwkeurige vermelding van de duur van de overeenkomst.

De kandidaat-huisarts voegt, voor elk deel van de stage, een exemplaar van de opleidingsovereenkomst die hij met de stagemeeester of de verantwoordelijke instelling heeft gesloten en die alle nadere regels betreffende de opleiding vermeldt, onder meer de uurregeling van zijn prestaties, het volume van de wachtdiensten algemene geneeskunde dat hij moet presteren en, in voorkomend geval, de voorziene specifieke geneeskundige activiteiten, met de nauwkeurige vermelding van de duur van de overeenkomst.

§ 2. Eén van de stagemeeesters werkt als coördinerende stagemeeester. In dat geval, voegt de kandidaat bij zijn aanvraag om goedkeuring van de stage een overeenkomst, volgens het in bijlage II vastgestelde model, gesloten met de coördinerende stagemeeester, met vermelding van de verplichtingen van iedereen.

De coördinerende stagemeeester heeft tot doel de kandidaat bij te staan bij het opstellen van zijn stageplan en het geheel van zijn opleiding te coördineren. De coördinerende stagemeeester moet erkend zijn in hetzelfde vak als het vak dat door de kandidaat als finaliteit wordt gekozen.

§ 3. De administratie meldt ontvangst van de aanvraag om goedkeuring van het stageplan binnen een termijn van dertig dagen.

De periode van de stage wordt berekend vanaf de datum waarop de opleiding werkelijk is begonnen. Wanneer het stageplan niet ingediend is binnen de in § 1, tweede lid, vastgestelde termijn, geldt de datum van het aangetekend schrijven of van de elektronische aanvraag echter als de datum van het begin van de stage.

§ 4. Voorafgaand aan zijn aanvraag om goedkeuring van het stageplan, dient de kandidaat-huisarts of -arts-specialist, een aanvraag om valorisatie van de leerresultaten in, als hij :

- 1° ofwel zijn opleiding geheel of gedeeltelijk in het buitenland heeft gevolgd;
- 2° ofwel werd erkend voor een specialisatietitel van niveau 2 of van niveau 3;
- 3° ofwel geheel of gedeeltelijk een opleiding van niveau 2 of van niveau 3 in België heeft gevolgd.

De Administratie meldt ontvangst van de aanvraag om valorisatie van de leerresultaten binnen een termijn van dertig maanden en legt die voor advies aan de Commissie voor.

De Commissie spreekt zich uit over de aanvraag om valorisatie van de leerresultaten binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

De Minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing over de aanvraag om valorisatie van de leerresultaten op grond van het advies van de Commissie.

De Administratie zendt de beslissing aan de kandidaat binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 8. Wanneer het dossier volledig is, zendt de administratie dit voor advies aan de erkenningscommissie.

Wanneer het dossier onvolledig is, verzoekt de administratie betrokkene om haar het(de) ontbrekende document(en) te bezorgen. Indien de kandidaat zijn dossier niet binnen een termijn van drie maanden na de aanvraag volledig invult, kan de administratie de aanvraag afsluiten en brengt daar de kandidaat bij aangetekend schrijven op de hoogte van.

De commissie analyseert het dossier van de aanvraag op grond van de voorwaarden die met toepassing van de wet worden vastgesteld.

Art. 9. De commissie spreekt zich uit over het stageplan of elke andere aanvraag in verband met de stage binnen zestig dagen te rekenen vanaf de datum van de ontvangst van het volledige dossier door de administratie.

De commissie doet uitspraak op stukken. Indien haar advies afwijkt van het ingediende stageplan, kan ze haar advies uitstellen. In dat geval wordt de kandidaat minstens veertien dagen vóór de vergadering waarbij zijn dossier opnieuw zal worden onderzocht, uitgenodigd.

De kandidaat kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, doet de commissie uitspraak op stukken. Bij behoorlijk verantwoorde afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld.

Art. 10. Bij gunstig advies van de Commissie over het stageplan, keurt de minister of diens gemachtigde het stageplan goed.

De administratie zendt de kandidaat de beslissing binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 11. § 1. Bij ongunstig advies, brengt de administratie daar de kandidaat bij aangetekend schrijven op de hoogte van binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het advies.

Wanneer de kandidaat het ongunstig advies van de commissie niet betwist, neemt de minister of diens gemachtigde zijn beslissing over het stageplan.

§ 2. Bij betwisting van het ongunstig advies van de commissie, kan de kandidaat de administratie een nota met zijn gemotiveerde opmerkingen meedelen binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het advies. In dat geval, onderzoekt de commissie het dossier opnieuw. Op verzoek van de kandidaat of van de commissie, kan deze door de Commissie worden gehoord om alle nuttige inlichtingen te verstrekken. Behalve voor de dringende gevallen, wordt hij minstens veertien dagen vóór de vergadering waarbij zijn dossier opnieuw zal worden onderzocht, daarvan op de hoogte gebracht.

De kandidaat kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, doet de commissie uitspraak op stukken. Bij behoorlijk verantwoorde afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld.

De commissie kan zijn oorspronkelijk advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op grond van nieuwe gegevens.

§ 3. De Minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing op grond van het laatste advies van de commissie.

§ 4. De administratie deelt de kandidaat de beslissing van de minister of diens gemachtigde binnen een termijn van dertig dagen mee. Wanneer de beslissing ongunstig is, wordt deze bij aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 12. Bij de aanvang van zijn stage wordt aan de kandidaat een stageboekje door de administratie afgegeven, waarin hij al zijn werkzaamheden in het kader van zijn opleiding dient te vermelden. Dat behoorlijk ingevulde boekje wordt jaarlijks, door toedoen van de administratie, meegedeeld aan de commissie, binnen zes maanden volgend op de datum van het begin van de stage en wordt door een nieuw boekje vervangen.

Wanneer de kandidaat het boekje niet binnen de voormelde termijn meedeelt, wordt de stageperiode in kwestie ongeldig verklaard.

De kandidaat moet bovendien de commissie een jaarlijks vertrouwelijk verslag over de kwantitatieve en kwalitatieve aspecten van zijn stage voorleggen.

Art. 13. De kandidaat moet elke wijziging aan zijn stageplan vooruit ter goedkeuring meedelen aan de Minister of diens gemachtigde.

De aanvraag om wijziging van het stageplan wordt bij de administratie ingediend door het sturen van een formulier waarvan het model in de bijlagen III en IIIbis, naar gelang van het geval, vermeld is, ofwel langs elektronische weg, volgens het door de administratie ter beschikking gestelde proces.

Na advies van de Commissie, neemt de minister of diens gemachtigde zijn beslissing.

De artikelen 7, § 3, eerste lid, en 8 tot 11, zijn van overeenkomstige toepassing.

Art. 14. Een onderbreking van de stage mag in geen geval de totale duur van de opleiding verkorten. Wanneer de kandidaat gedurende minstens drie maanden zijn opleiding heeft moeten onderbreken, dient hij onmiddellijk de commissie daarvan in kennis te stellen met opgave van de redenen van onderbreking.

In alle gevallen heeft de kandidaat, tijdens zijn opleiding, recht op een onderbreking van de stage, zonder verlenging ervan, gedurende de wettelijke duur van het moederschapsverlof, zoals bepaald in de arbeidswet van 16 maart 1971, alsook gedurende de wettelijke duur van het palliatief verlof zoals bepaald in de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen. In dit geval wordt de stage verlengd in verhouding tot het deel van de onderbreking die de wettelijke duur van het verlof overschrijdt.

In de gevallen bedoeld in het tweede lid, deelt de administratie een medisch attest mee dat de reden voor de onderbreking vermeldt. De stagiair doet, in onderlinge overeenstemming met zijn stagemeeester, een voorstel tot verlenging van de stage voor het deel van de onderbreking die de wettelijke duur van het moederschapsverlof of van het palliatief verlof overschrijdt.

De administratie meldt ontvangst van de aanvraag om verlenging van de stage binnen een termijn van dertig dagen en zendt die voor advies over aan de Commissie.

De commissie spreekt zich uit over de aanvraag om verlenging van de stage binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag.

De minister of diens gemachtigde neemt een beslissing over de aanvraag om verlenging van de stage op grond van het advies van de commissie.

De administratie deelt de kandidaat de beslissing binnen een termijn van dertig dagen mee.

Art. 15. De kandidaat en de stagemeeester kunnen de stageovereenkomst niet eenzijdig wijzigen noch deze vroegtijdig beëindigen.

Art. 16. In geval van een meningsverschil tussen een stagemeeester en een kandidaat kan elk van beiden het geschil aanhangig maken bij de commissie.

De kamer hoort de beide partijen. Indien één of beide partijen niet verschijnen, doet de commissie uitspraak op stukken. Bij behoorlijk verantwoorde afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld.

Indien het geschil aanhoudt, belast de kamer een commissie, bestaande uit één of meerderen van haar leden, en een ambtenaar van de administratie, met een onderzoek. In voorkomend geval, kan die opdracht ter plaatse worden uitgevoerd.

Na inzage van het verslag opgesteld door de onderzoekscommissie adviseert de kamer. Zij deelt binnen dertig dagen haar advies mee aan de stagemeeester en aan de kandidaat en stuurt het ter goedkeuring naar de Minister.

Art. 17. § 1. Wanneer de stagemeeester oordeelt dat de kandidaat niet geschikt is voor de gekozen discipline, of ongewenst is geworden in zijn dienst, deelt hij zulks mede aan de commissie en aan de kandidaat, met opgave van de redenen waarop hij zijn oordeel steunt.

De commissie hoort de beide partijen. Indien een of beide partijen niet verschijnen, doet de commissie uitspraak op stukken. Bij behoorlijk verantwoorde afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld.

Indien de stagemeeester bij zijn mening blijft, gelast de kamer een commissie, samengesteld uit één of meerderen van haar leden, en een ambtenaar van de administratie, met een onderzoek. In voorkomend geval, kan die opdracht ter plaatse worden uitgevoerd.

Na inzage van het verslag opgesteld door de onderzoekscommissie, adviseert de kamer ofwel een einde te maken aan de stage of het gedeelte van de stage, ofwel een andere stagemeeester aan te stellen. In dit laatste geval bepaalt zij in hoeverre de bij de eerste stagemeeester gedane stage in aanmerking komt voor de berekening van de totale duur van de stage die voor de discipline vereist wordt.

De commissie deelt haar advies mee aan de stagemeeester en aan de kandidaat binnen dertig dagen. De Minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing.

§ 2. Wanneer de minister of diens gemachtigde beslist de stagemeeester te vervangen, stelt de kandidaat een nieuwe stagemeeester voor. De kandidaat legt, in onderlinge overeenstemming met de nieuwe stagemeeester, een wijziging van het stageplan aan de minister of diens gemachtigde ter goedkeuring voor na het advies van de Commissie te hebben ingewonnen. Die wijziging wordt aan de administratie gestuurd door middel van een formulier waarvan het model in de bijlagen III en IIIbis, naar gelang van het geval, wordt vermeld, ofwel bij aangetekend schrijven of langs elektronische weg volgens het door de administratie ter beschikking gestelde proces.

Indien de nieuwe stagemeeester, bij de voortzetting van de stage, eveneens een ongunstig advies uitbrengt, mag de kamer adviseren de kandidaat niet toe te laten zijn opleiding in de discipline in kwestie verder te zetten. De administratie brengt daar de kandidaat en de stagemeeester op de hoogte van binnen dertig dagen bij aangetekend schrijven. Het advies van de commissie wordt de Minister ter goedkeuring voorgelegd.

Wanneer de kandidaat het ongunstig advies van de commissie niet betwist, neemt de minister of diens gemachtigde zijn beslissing over de stopzetting van de opleiding van de kandidaat.

Als de kandidaat het ongunstig advies van de commissie betwist, kan hij de administratie een nota met zijn met redenen omklede opmerkingen meedelen binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het advies. In dit geval onderzoekt de commissie het dossier opnieuw. Op aanvraag van de kandidaat of van de commissie, kan hij door de commissie worden gehoord om alle nuttige inlichtingen te verschaffen. Behoudens in geval van dringende noodzakelijkheid, wordt hij minstens veertien dagen vóór de vergadering waarbij zijn dossier opnieuw zal worden onderzocht, daarvan in kennis gesteld.

De kandidaat kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, doet de commissie uitspraak op stukken. Bij behoorlijk verantwoorde afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld.

De commissie kan zijn oorspronkelijk advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op grond van nieuwe gegevens.

De minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing op grond van het laatste advies van de Commissie.

De administratie deelt de beslissing van de minister of diens gemachtigde aan betrokkene binnen een termijn van dertig dagen mee. Wanneer de beslissing ongunstig is, wordt deze bij aangetekend schrijven meegedeeld.

Afdeling 2. — Erkenning

Art. 18. De aanvraag om erkenning als arts-specialist of als huisarts wordt, na het beëindigen van de stage, bij een aangetekende brief, bij de administratie ingediend door middel van een formulier waarvan het model in de bijlagen IV en IVbis, naar gelang van het geval, vermeld is, ofwel bij aangetekend schrijven ofwel langs elektronische weg volgens het door de administratie ter beschikking gesteld proces.

De aanvraag om erkenning is vergezeld van :

- 1° een attest van zelfredzaamheid, uitgereikt door de laatste stagemeeester of de coördinerende stagemeeester;
- 2° het laatste stageboekje, alsmede elk ander document dat de commissie in staat stelt over de waarde van de kandidaat te oordelen;
- 3° een attest niet ouder dan drie maanden waaruit blijkt dat de kandidaat ingeschreven is op de lijst van de Orde der artsen;
- 4° een attest dat aantoont dat de kandidaat met vrucht een specifieke universitaire opleiding heeft gevolgd. Voor de kandidaat-specialisten moet deze opleiding gelijktijdig hebben plaatsgevonden met de eerste twee jaar van hun opleiding.

Het dossier van de aanvraag omvat eveneens elk ander bewijsstuk dat aantoont dat de kandidaat aan de erkenningscriteria voldoet.

De administratie meldt ontvangst van de aanvraag om erkenning binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 19. Wanneer het dossier volledig is, legt de administratie dit voor advies aan de erkenningscommissie voor.

Wanneer het dossier niet volledig is, verzoekt de administratie de belanghebbende haar het(de) ontbrekende document(en) te bezorgen. Als de kandidaat zijn dossier niet binnen drie maanden na de aanvraag volledig invult, dan kan de administratie de aanvraag afsluiten, en brengt de kandidaat daar bij aangetekend schrijven op de hoogte van.

Art. 20. De commissie spreekt zich uit over de aanvraag om erkenning binnen negentig dagen na de ontvangst van het volledige dossier door de administratie.

De commissie vergelijkt de verstrekte gegevens met die welke tijdens de opleiding opgetekend werden. Bij gemis van overeenstemming, stelt zij de uitspraak van het advies uit. In dit geval verzoekt zij de kandidaat de nodige toelichting te verstrekken en kan hem uitnodigen om te worden gehoord bij één van haar latere vergaderingen.

De administratie deelt die beslissing aan de kandidaat binnen een termijn van dertig dagen mee. Behoudens bij dringende noodzakelijkheid, wordt hij minstens veertien dagen vóór de vergadering waarbij zijn dossier opnieuw zal worden onderzocht, daarvan in kennis gesteld.

De kandidaat kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij, behoorlijk opgeroepen, niet verschijnt, doet de commissie uitspraak op stukken. Bij behoorlijk verantwoorde afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld.

De Commissie kan ook adviseren, dat om te voldoen aan de erkenningscriteria, de opleiding nog gedurende een bepaalde tijd dient voortgezet te worden.

Art. 21. § 1. Als het advies van de commissie gunstig is, neemt de minister of diens gemachtigde zijn beslissing op grond daarvan.

Als het advies van de commissie ongunstig is, dan brengt de administratie daar de kandidaat bij aangetekend schrijven op de hoogte van binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het advies.

§ 2. Wanneer de kandidaat het ongunstig advies van de commissie niet betwist, neemt de minister of diens gemachtigde zijn beslissing over de aanvraag van de kandidaat.

§ 3. Als de kandidaat het ongunstig advies van de commissie betwist, kan hij de administratie een nota met zijn met redenen omklede opmerkingen meedelen binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het advies. In dit geval onderzoekt de commissie het dossier opnieuw. Op aanvraag van de kandidaat of van de commissie, kan hij door de commissie worden gehoord om alle nuttige inlichtingen te verschaffen. Behoudens bij dringende noodzakelijkheid, wordt hij minstens veertien dagen vóór de vergadering waarbij zijn dossier opnieuw zal worden onderzocht, daarvan in kennis gesteld.

De kandidaat kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, doet de commissie uitspraak op stukken. Bij behoorlijk verantwoorde afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld.

De commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op grond van nieuwe gegevens.

De minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing op grond van het laatste advies van de Commissie.

Art. 22. De administratie deelt de aanvrager de beslissing van de minister of diens gemachtigde binnen een termijn van dertig dagen mee. Wanneer de beslissing ongunstig is, wordt deze bij aangetekend schrijven aan de belanghebbende meegedeeld.

Afdeling 3. — Opschorting, afstand en intrekking van de erkenning

Art. 23. § 1. Een huisarts kan vragen aan de Minister, via de administratie, om zijn erkenning wegens persoonlijke aangelegenheden gedurende een periode van maximum vijf jaar op te schorten. Dit verzoek kan eenmalig worden hernieuwd.

De Minister kan zijn goedkeuring verlenen voor een langere opschortingstermijn, die evenwel niet meer dan tien jaar mag bedragen, wanneer de arts gedurende die periode, als hoofdtaak een medische of sociaalpreventieve activiteit uitoefent in het kader van een samenwerkingsprogramma met een ontwikkelingsland of onderzoeksactiviteit op medisch vlak uitvoert bij een universitaire of gelijkwaardige instelling.

§ 2. In het geval bedoeld in de eerste paragraaf, tweede lid, legt de administratie de aanvraag om opschorting voor advies aan de erkenningscommissie voor.

De artikelen 9 tot 11 zijn van overeenkomstige toepassing.

Art. 24. De arts-specialist of de huisarts die niet langer wenst de erkenning te genieten die hem is verleend, moet hiervan de administratie schriftelijk op de hoogte brengen. In dat geval trekt de Minister of diens gemachtigde de erkenning in.

De administratie brengt daar de kandidaat bij aangetekend schrijven binnen een termijn van dertig dagen op de hoogte van.

De huisarts of de arts-specialist die afstand wenst te doen van de erkenning, kan te allen tijde een nieuwe aanvraag om erkenning indienen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3, afdeling 2.

Art. 25. § 1. Wanneer de arts-specialist of de huisarts niet meer voldoet aan de criteria voor de erkenning of voor het behoud van de erkenning, trekt de minister of diens gemachtigde de erkenning in ofwel op eigen initiatief, ofwel op de voordracht van de commissie.

Voor elke maatregel tot intrekking van de erkenning, brengt de administratie daar de belanghebbende bij aangetekend schrijven op de hoogte van en vraagt het advies van de commissie aan.

Wanneer de belanghebbende niet betwist, doet de commissie uitspraak op stukken.

In geval van betwisting deelt de belanghebbende zijn opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het aangetekend schrijven mee. De commissie onderzoekt het dossier.

Op zijn verzoek of op verzoek van de commissie, wordt de belanghebbende door de commissie gehoord om alle nuttige inlichtingen te verschaffen. Behoudens in geval van dringende noodzakelijkheid, wordt hij minstens veertien dagen vóór de vergadering waarbij zijn dossier zal worden onderzocht, daarvan in kennis gesteld.

De belanghebbende kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, doet de commissie uitspraak op stukken. Bij behoorlijk verantwoorde afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld.

De belanghebbende kan, op zijn verzoek, of op verzoek van zijn raadsman, inzage krijgen in zijn administratief dossier gedurende de termijn waarover hij krachtens paragraaf 1, derde lid en zesde lid, beschikt.

De minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing op grond van het advies van de Commissie.

§ 2. De administratie deelt de beslissing van de minister of diens gemachtigde aan betrokkene binnen een termijn van dertig dagen mee. Wanneer de beslissing ongunstig is, wordt deze bij aangetekend schrijven meegedeeld.

§ 3. De huisarts of de arts-specialist wiens erkenning werd ingetrokken, kan te allen tijde een nieuwe aanvraag om erkenning indienen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3, afdeling 2.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 26. De adviezen die in de bij dit besluit geregelde aangelegenheid werden uitgebracht tussen 1 januari 2016 en de datum van benoeming van de in artikel 2 van dit besluit bedoelde leden, door de Franstalige leden van de erkenningscommissies die werden ingesteld krachtens de artikelen 4 en 4 bis van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen worden geacht uitgebracht te zijn door de commissie die in hoofdstuk 2 van dit besluit werd ingesteld.

Art. 27. De dossiers die reeds worden onderzocht op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden behandeld overeenkomstig dit besluit.

Art. 28. De artikelen 4, 2° en 3°, 4bis, 7, 8, 1°, 2° en 3°, 9 en 9bis, hoofdstuk 3, dat de artikelen 10 tot 33 bevat, en de artikelen 44 en 45, van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen worden opgeheven.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Art. 30. De Minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 november 2017.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE